

## Interview de José da Silva Lopes: le bilan de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 23 octobre 2007)

**Source:** Interview de José da Silva Lopes / JOSÉ DA SILVA LOPES, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 23.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:04:54, Couleur, Son original).

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_jose\\_da\\_silva\\_lopes\\_le\\_bilan\\_de\\_l\\_adhesion\\_du\\_portugal\\_aux\\_communautes\\_europeennes\\_lisbonne\\_23\\_octobre\\_2007-fr-33364629-0e22-4607-b680-af51224b88c2.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_da_silva_lopes_le_bilan_de_l_adhesion_du_portugal_aux_communautes_europeennes_lisbonne_23_octobre_2007-fr-33364629-0e22-4607-b680-af51224b88c2.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Interview de José da Silva Lopes: le bilan de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 23 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Lorsque le Portugal a adhéré aux Communautés européennes en 1986, quels ont été, à votre avis et d'une manière générale, les avantages et les inconvénients les plus marquants pour le pays?

[José da Silva Lopes] Ce n'est pas à cette époque que les problèmes ont commencé mais bien avant, je veux dire par là que le Portugal est un pays trop petit pour vivre sans être intégré à l'Europe. D'ailleurs, en Europe, un pays – et à plus forte raison s'il est petit – ne peut vivre sans entretenir des relations privilégiées avec un bloc intégré. Je sais qu'il y a encore des pays – comme la Serbie, par exemple – qui vivent ainsi mais leur situation est probablement pire que s'ils étaient intégrés. Le Portugal ne pouvait vivre sans l'Europe, je veux dire par là qu'il ne suffit pas de savoir ce qui s'est passé, il faut aussi imaginer ce qui se serait passé si nous n'étions pas entrés dans la Communauté européenne. Si nous n'étions pas entrés dans la Communauté européenne, notre situation serait bien pire.

Nous avons donc fait quelques progrès avec la Communauté européenne, ou plutôt grâce à l'intégration européenne, qui n'a pas été seulement le fait de la Communauté européenne, mais également celui de l'AELE auparavant. Nous avons progressé quelque peu. Lorsque nous sommes entrés dans l'Union européenne en 1986, notre PIB correspondait à plus ou moins 58 % de la moyenne européenne, et aujourd'hui, nous sommes parvenus à atteindre pratiquement 70 % (même s'il ne faut pas trop se fier à ces chiffres car ce sont des chiffres publiés par l'Union européenne et je dois dire que l'on ne peut leur accorder trop de crédit). Nous sommes parvenus à 74 % de la moyenne européenne mais aujourd'hui nous sommes retombés à 65 % car ces dernières années, nous avons régressé. J'admets qu'il y a une certaine incertitude dans tout cela mais ce qui est sûr c'est que, malgré le recul des 6 ou 7 dernières années, notre niveau de vie a progressé en termes relatifs.

Je ne parviens pas à imaginer que le Portugal puisse vivre en dehors de l'Europe. C'est impossible. Nous pouvons effectivement encore passer par des moments plus difficiles que ceux que nous avons vécu dernièrement, je conçois que cela soit possible, mais je ne pense pas que nous puissions vivre hors de l'Europe, c'est impossible.

[Miriam Mateus] Et plus personnellement, comment avez-vous vécu ce moment historique? Quel bilan en dressez-vous?

[José da Silva Lopes] Personnellement, je n'y ai pas participé. Au moment de l'adhésion, j'étais à l'écart des affaires gouvernementales, j'étais seulement un économiste indépendant. À un certain moment, mais cette période a été très brève, j'ai été président de la commission d'intégration européenne mais comme c'était l'époque où j'étais à la Banque du Portugal, j'ai estimé ne pas pouvoir cumuler les deux postes et j'ai quitté la commission.

Je pense que les personnes qui faisaient partie de la délégation portugaise ont fait un bon travail, que la délégation portugaise a fait un bon travail. Je suis un grand pro-européen, enthousiaste, et si je suis critique vis-à-vis de l'Europe, ce n'est pas pour ce qu'elle fait, c'est pour ce qu'elle ne fait pas, ce n'est pas parce qu'elle n'en fait pas assez, c'est parce qu'elle pourrait en faire davantage d'après moi. J'ai toujours considéré cela comme positif et nous devons reconnaître le mérite de Mário Soares à cet égard, j'ai déjà parlé de Correia de Oliveira mais nous devons y associer aussi le nom de Mário Soares.

[Miriam Mateus] Et quelle conclusion tirez-vous de l'impact de l'adhésion sur les structures internes du pays?

[José da Silva Lopes] Je pense qu'il a été plutôt positif parce que l'adhésion nous a obligés à introduire des mesures de politique économique que nous n'aurions pas introduites de nous-mêmes. Je ne veux pas dire par là que je suis d'accord avec tout ce qui est décidé à Bruxelles. Bruxelles fait également beaucoup de choses qui, d'après moi, sont erronées, mais c'est toujours mieux que ce que nous aurions pu faire si nous avions été livrés à nous-mêmes. Il est bon que Bruxelles remette un peu d'ordre de temps en temps. Par exemple, nous

avons une politique environnementale, et personnellement, je suis très critique à l'égard de la politique environnementale de Bruxelles, je dois l'avouer, mais mieux vaut la politique environnementale de Bruxelles que celle que nous aurions pu mener, seulement pour donner un exemple.

La politique agricole de Bruxelles est un désastre. C'est probablement l'une des choses les plus négatives qui existent dans l'Union européenne. Je ne sais pas très bien ce que serait la nôtre sans Bruxelles mais c'est un désastre. Ce que je ne comprends pas, c'est comment le Portugal peut aller à Bruxelles pour défendre la politique agricole existante. À mon avis, notre pays devrait être aux côtés du Royaume-Uni (sur cet aspect, je suis d'accord avec les Britanniques). Nous aurions dû attaquer vigoureusement la politique agricole avec le Royaume-Uni mais cela n'a pas été le cas, sans doute cela allait-il à l'encontre des intérêts portugais.